

CHARTRE DE L'ÉDUCATION

90% des travailleurs du secteur ignorent le contenu

Près de 90% des travailleurs de l'éducation d'Alger-Est ignorent les lois régissant leur secteur. C'est ce que révèlent les résultats d'une enquête réalisée par le Syndicat des travailleurs de l'éducation (SNTE).

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - L'ignorance systématique de leurs droits fondamentaux consacrés par la loi d'orientation 04/08 (charte de l'éducation) a des conséquences sur les conditions d'exercice des travailleurs de l'éducation. En effet, ces derniers n'ont aucune notion de ces textes, faute d'information et de dialogue.

«C'est suite aux assemblées d'information et de sensibilisation organisées que «nous avons jugé utile de réaliser une enquête sociale sur les conditions de travail dans le secteur de l'éducation», a expliqué Ali Nabi, responsable du SNTE lors d'une conférence tenue hier à Alger. Un questionnaire tiré à 8 000 exemplaires a été distribué aux travailleurs de l'éducation, qui sont au nombre de 14 000 répartis, sur les 44 lycées, 102 CEM et 320 écoles primaires que comptent les quatre daïras d'Alger Est.

L'enquête en question a été axée sur cinq grands domaines : l'information, la formation, la sécurité, la santé et prévention et la relation entre fonctionnaire et l'administration. Concernant l'accès à l'information «professionnelle», précédemment citée, les travailleurs de l'éducation se contentent de se référer à la presse écrite et au «bouche à oreille». «Près de 90% ignorent le contenu de la charte de l'éducation», selon Bouteraâ.

En outre, «actuellement, la formation acquise par les enseignants n'est pas conforme aux réformes éducatives». Pis, encore, les enseignants en formation qui passent ces jours-ci leurs examens s'interrogent toujours sur la nature des diplômes qui leur seront délivrés.

La troisième rupture avec la charte de l'éducation touche à la question des conditions de travail, de la sécurité dans les éta-

blissements scolaires précisément. «L'insécurité règne dans les établissements d'Alger Est» où agressions et multiples dépassements sont enregistrés.

La santé des travailleurs est menacée par les maladies professionnelles, parfois même, difficilement décelables. Pourtant, seule une maladie est classée dans la nomenclature des maladies professionnelles, déplore le SG du SNTE, à

savoir la dysphonie. Le SNTE réclame un conventionnement dans le cadre de la médecine de travail et un recensement de l'arthrose, des allergies, des varices et autres maladies dont souffrent souvent les enseignants comme maladies professionnelles.

Aussi, il dénonce le manque de prévention dans les établissements scolaires, spécialement à Baraki, Bourouba, Bordj-El-Kiffan et les Eucalyptus. Le manque d'hygiène,

l'absence de sanitaires et d'eau potable, la vétusté des établissements et la présence d'amiante seraient une atteinte à la santé et des enseignants et des élèves, soutient Bouteraâ.

Le dernier volet est lié aux relations professionnelles. «Le dialogue avec l'administration et la tutelle est pratiquement inexistant, et les conditions de travail sont pénibles», relève Bouteraâ. Les travailleurs du secteur parlent

de «pressions, de harcèlement, d'abus de pouvoir» et autres pratiques sont dénoncées par les enseignants.

«Le recours aux blâmes et aux avertissements à l'endroit des enseignants est devenu monnaie courante à Alger est», estime M.Bouteraâ. Pour conclure, le SNTE Alger Est organisera une rencontre pour «étudier» la situation et préparer une liste de revendications.

W. Z.

TRAVAUX PUBLICS

Une loi-cadre en préparation

«Une loi-cadre devant regrouper toute la matière juridique ayant trait au secteur des Travaux publics dans ses différents volets est en cours d'élaboration», a indiqué, hier, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, en marge de la réunion des entreprises du secteur à Alger.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Cette nouvelle loi, en préparation au niveau des services du secrétariat général du gouvernement, est ouverte pour enrichissement aux partenaires. Elle devra permettre l'amélioration de l'encadrement juridique régissant le secteur des travaux publics (procédures d'appel d'offres, attribution des marchés, cahiers des charges, notamment). Les partici-

pants à la rencontre d'hier, qui se déroule en ateliers, sont d'ailleurs invités à apporter leur contribution pour l'enrichissement de cette loi-cadre. Ils devront également aborder leurs préoccupations et contraintes et faire des propositions allant dans le sens de l'amélioration du cadre législatif.

Dans son discours, Amar Ghoul a mis en évidence le saut qualitatif effectué dans les moyens et équipements des entreprises nationales de réalisation, tant publiques que privées, dont le nombre avoisine les 4 000. Des entreprises qui emploient, selon le ministre, pas moins de 500 000 personnes.

Le nombre de bureaux d'études, lui aussi, connu une augmentation

significative, ces dernières années, en passant de 100 en 2003, à 650 actuellement. Une hausse qui a eu pour conséquence directe l'amélioration des performances des entreprises dans ses dimensions qualitatives, respect des coûts et des délais.

Le ministre des Travaux publics a néanmoins relevé une insuffisance dans le nombre de bureaux d'études et d'entreprises de réalisation spécialisés dans certains segments d'activité, tels que l'entretien, le contrôle, la signalisation et les aménagements en surface.

Il encouragera, à cet effet, les jeunes à engager des projets dans ce sens pour accompagner les projets futurs du secteur.

L. M.

QUALITÉ DES EAUX DE BAIGNADE

Sellal met en garde contre les rejets des eaux usées en mer

S'adressant, hier, aux directeurs de wilaya du secteur de l'hydraulique, Abdelmalek Sellal a insisté sur l'économie dans l'utilisation de la ressource et mis en garde contre les rejets des eaux usées, notamment industrielles, en mer. Le ministre a, aussi, appelé à la réutilisation des eaux usées traitées.

F.Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre des Ressources en eau dira aux directeurs de wilaya qu'ils seraient responsables de toute pénurie d'eau déclarée, en quelque lieu du territoire national, en particulier dans les régions les plus reculées.

Le premier responsable du secteur de l'eau rappellera que des apports importants ont été enregistrés cette année.

Selon M. Sellal, les ressources cumulées permettent une alimentation sécurisée pour quatre ou cinq années, même avec une éventuelle faible pluviométrie, et recommandera donc une utilisation rationnelle et économe des eaux disponibles. A cet effet, il annoncera une campagne

de sensibilisation à l'économie de l'eau à l'adresse des abonnés.

Concernant la prise en charge des wilayas côtières durant la saison estivale, M. Sellal informera les responsables locaux qu'une rallonge sur les budgets pourrait être accordée, si nécessaire.

Il recommandera, aussi, l'utilisation des eaux épurées en vue d'éviter le gaspillage de la précieuse ressource. Il citera, ainsi, l'exemple de la région de Aïn-Benian et suggérera l'utilisation des eaux épurées, notamment pour les besoins de la forêt de Baïnem et par la Protection civile lors des extinctions d'incendies.

Selon le ministre, les camions de nettoyage doi-

vent aussi être dirigés vers la station d'épuration de Aïn-Benian.

Pour sa part, M. Amirouche, directeur de l'hydraulique de la wilaya d'Alger a déclaré que l'accélération de la mise en œuvre du schéma quinquennal d'assainissement a notamment permis la mise en œuvre de trois stations d'épuration dans la capitale, que sont celles de Aïn Benian, Baraki et Réghaia.

Selon le responsable, 50% des eaux usées arrivent à l'une des infrastructures et ce taux devrait atteindre les 70%, avec les activités générées au niveau de 35 stations de relevage.

Il signalera, toutefois, que 30 000 fosses septiques existent encore dans la capitale, notamment dans le quartier d'El Hamiz. 15 000 fosses ont été éliminées à ce jour et 20 000 autres seront éradi-

quées d'ici la fin de l'année. Il s'agit, selon les intervenants, d'arriver en 2012 à zéro rejet d'eaux usées dans la mer.

Pour sa part, M. Aït Amara, directeur de l'assainissement et de la protection de l'environnement, a expliqué que les objectifs fixés il y a de cela 3 années ont été atteints et même dépassés, puisqu'en 2010, la capacité d'épuration de 600 millions de mètres cubes sera atteinte ceci jusqu'à atteindre dans le cadre du programme 2010-2014 l'élimination définitive des rejets d'eaux usées.

Pour cette saison estivale, le ministre des Ressources en eau a, particulièrement, insisté sur la disponibilité de l'eau au niveau des quatorze wilayas côtières, en général, et des plages en particulier. Il a demandé, de ce fait, la mise à contribution des collectivités locales.

F.-Z. B.

FLN CONTRE AHMED

BENSAÏD ET

EL-KHABAR OUSSBOUÏ

L'affaire reportée au 12 juillet

Le tribunal de Sidi-M'hamed a reporté, hier, l'affaire qui oppose le Front de libération nationale à Ahmed Lakhdar Bensaïd et à la publication *El-Khabar Oussbouï*. «Abdelaziz Ghermoul, directeur de la publication d'*El-Khabar Oussbouï*, Ahmed Lakhdar Bensaïd et leurs avocats se sont présentés hier à la première audience. Les avocats des plaignants étaient également présents. Toutefois l'affaire a été reportée au 12 juillet prochain», a indiqué Kamel Zaït, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire.

Selon lui, des erreurs ont été constatées dans la requête présentée par la partie plaignante. «Il s'avère que la requête fait état de propos diffamatoires à l'encontre du président du Front de libération nationale. C'est totalement faux, car le président de ce parti n'est autre que Abdelaziz Bouteflika alors que dans ses propos, Lakhdar Bensaïd visait Abdelaziz Belkhadem qui occupe le poste de secrétaire général de l'instance exécutive du parti», note Kamel Zaït en précisant que les avocats ont demandé la révision de la requête pour éviter tout «amalgame».

Rappelons que le FLN a déposé une plainte pour diffamation contre Ahmed Lakhdar Bensaïd suite à des déclarations tenues en mai dernier à l'occasion du forum d'*El-Khabar Oussbouï*.

Les propos du membre fondateur de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC) visaient directement Abdelaziz Belkhadem ainsi qu'un certain nombre de dirigeants actuels du FLN.

T. H.